

**Les contradictions de ma démarche
entre enjeux praxéologiques et enjeux de recherche académique**
Benoît URGELLI

Intervention au Séminaire Science, Communication et Société
ENS LSH, janvier 2006

Participer et analyser la réforme 2000 de l'enseignement scientifique (1999-2004)

En 2002-2004, mon travail de recherche s'inscrit d'abord dans l'analyse de la réforme 2000 de l'enseignement scientifique en lycée. Dans ce contexte, les sciences de la vie et de la Terre ont été prises comme *discipline cible* pour le traitement de questions d'environnement, surtout en classe de seconde générale, car, pour une partie des adolescents, cette classe constitue le dernier contact avec l'enseignement des sciences. L'objectif principal affiché de cette réforme est celui d'une éducation scientifique citoyenne, pour une meilleure compréhension par les élèves du monde qui les entoure les élèves et des enjeux socio-scientifiques futurs.

En parallèle, j'étais engagé avec la direction de l'enseignement scolaire et l'Ecole normale supérieure de sciences de Lyon (1999-2003) pour tenter de répondre à la demande de développement d'un outil Internet de liaison entre recherche et enseignement, dans le cadre d'un plan national de formation continue des enseignants du secondaire (Le site Planet-Terre). Le modèle de formation scientifique des enseignants dans les grandes écoles ENS est celui qui prône une diffusion de savoirs actualisés, permettant à la fois une valorisation de la recherche scientifique et une dynamisation de l'enseignement, dans un contexte de désaffection des filières scientifiques. J'ai montré l'échec de ce modèle de transposition de connaissances à l'école pour des questions scientifiques socialement vives (DEA Lyon 2, octobre 2004 et article STEF - ENS Cachan, mars 2006), ce qui m'avait conduit à développer le site internet Planet-Terre, non pas autour des connaissances expertes mais à partir de la prise en compte des questionnements des enseignants. Je note alors que ces questionnements se construisent le plus souvent en relation avec les contenus d'enseignement définis par un groupe d'Experts, essentiellement formé d'universitaires (le programme officiel disciplinaire), mais également autour d'évènements scientifiques médiatisés, parfois controversés, qui interrogent les enseignants sur la socio-épistémologie des sciences.

Participer et analyser la généralisation de l'éducation au développement durable (2004-2009)

De manière interdisciplinaire, l'environnement et le développement durable ont été pris en charge par l'institution scolaire, à la suite d'une demande politique de généralisation de l'éducation à l'environnement pour un développement durable. Venant se substituer à « l'éducation des élèves en matière d'environnement » (circulaire du 29 août 1997), la circulaire du 8 juillet 2004 « d'éducation à l'environnement pour un développement durable (EEDD) » pose la question de l'articulation entre diffusion de savoirs et éducation dans l'optique d'une participation des citoyens aux choix de société dans lesquels la science est impliquée. Ainsi, dès 2004, la politique éducative EEDD propose d'intégrer dans l'ensemble du système éducatif le traitement de questions socio-scientifiques environnementales, dans un contexte politique général (national et international) associé aux stratégies de développement durable, à la suite de la conférence de Johannesburg (2002). L'appel à l'interdisciplinarité et aux débats citoyens est fort, dans l'optique générale de changer les comportements individuels et collectifs.

Je participe à la même époque, au sein de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP), à un programme de développement de ressources éducatives pour les enseignants en relation avec la mise en œuvre de l'EEDD. La prédominance du modèle de diffusion et de valorisation des savoirs scientifiques est toujours en toile de fond de cette nouvelle demande institutionnelle, avec la proximité des ENS, partenaires de ce projet. A nouveau, le modèle de traitement et d'accompagnement des enseignants que je choisis entre en tension avec la demande de l'institution. Partant du constat que l'essentiel de la diffusion sociale des connaissances sur les questions d'environnement et de développement s'opère, directement ou non, par l'intermédiaire des médias de masse, sensibles au traitement de questions d'actualité socio-scientifiques, j'oriente le travail de productions de l'équipe pluridisciplinaire de huit enseignants que je pilote, de la manière suivante : « *en vous appuyant sur une veille de l'actualité médiatique, développez des ressources pour les enseignants et les formateurs,, autant que possible interdisciplinaires, autour d'une question d'environnement et de développement, celle de l'évolution des climats et des politiques climatiques associées à l'expertise de cette question . Ces ressources scientifiques et pédagogiques permettront l'accompagnement de la généralisation de l'EEDD* ».

Cette expérimentation est menée en parallèle avec une recherche qualitative à l'ENS LSH et à l'ENFA qui tente d'identifier, aux travers des représentations de cette population d'enseignants qui tente de traiter une question socio-scientifique d'actualité, de potentielles implications pour une prise en charge didactique.

Tensions entre cadrage institutionnel et enjeux de recherche

Au fil de ces années, je me suis donc trouvé soumis à un puissant cadrage institutionnel qui fixait politiquement les prérogatives des missions éducatives. Celles auxquelles j'ai participé rejoignent toutes un projet d'éducation scientifique citoyenne des jeunes, pour les inciter à participer aux choix de société, pour changer les comportements individuels et collectifs et plus largement pour atteindre des objectifs socio-économiques de développement humain dans un environnement vivable, viable et équitable.

Mes recherches sur les représentations des enseignants ont supposé l'identification et l'acceptation de formes de connaissances socialement élaborées et partagées, ayant une visée pratique et construisant une réalité pour un ensemble social.

De ce fait, étudier les représentations d'acteurs au sein de dispositifs d'optimisation d'une action sociale aux finalités prédéfinies et décidées d'un point de vue particulier, à l'intérieur de la société, conduit donc à une contradiction de démarche et à une tension entre des enjeux praxéologiques et des enjeux de recherche académique.